Gestion de l'eau : les pro-régie occupent le terrain

Alors que les élus du Grand Avignon se prononceront sur le renouvellement de la délégation de service publique à Veolia le 17 juillet, le Collectif de l'eau mènera une action symbolique, jeudi

Ils ont déjà réservé le parpaing. Il ne manque plus qu'à désigner celui (ou celle) qui tiendra la truelle. Jeudi prochain, à 17 heures devant le siège du Grand Avignon, à Agroparc, le Collectif de l'eau posera la première pierre de la régie publique "Eaux des deux rives". Une "*action symbolique*", à trois semaines d'un conseil communautaire (le 17 juillet) lors duquel les élus de la communauté d'agglomération délibéreront sur la prolongation de la délégation de service public (DSP) à Veolia pour la gestion de l'eau à Avignon. Le contrat liant la société privée à la commune prenant fin l'année prochaine, et le Collectif de l'eau militant depuis des années pour le retour en régie publique. Un combat que l'association, qui a obtenu de nombreuses victoires devant la justice, justifie, entre autres, par des économies pour la collectivité, un meilleur service rendu à l'usager et un meilleur entretien du patrimoine. Mais aussi par la satisfaction manifestée par d'autres villes ayant déjà fait l'expérience de la re-municipalisation.

Alors que s'annonce ce vote décisif du 17 juillet, les pro-régie sont entrés en campagne pour que le "non" l'emporte à l'issue d'une consultation qui devrait se faire à bulletins secrets. La semaine dernière, les élus EELV (Europe Ecologie-Les Verts) avignonnais, Jean-Pierre Cervantes et Olivier Gros, ont lancé un appel à leurs collègues du conseil communautaire pour les convaincre du bien-fondé de la gestion publique de l'eau. Sur les réseaux sociaux, les responsables locaux de la France insoumise et de Nouvelle Donne, deux partis en lice lors des dernières législatives, relaient les initiatives du Collectif de l'eau. Mais Marcelle Landau, l'insubmersible meneuse de ces "aqua-sceptiques", en veut plus. "*Cécile Helle ne doit pas se contenter de prendre position, il faut qu'elle développe les avantages de la régie !*", bouillonne-t-elle, alors que la maire d'Avignon -- comme ses homologues de Morières et d'Entraigues, Joël Granier et Guy Moureau -- a clairement fait savoir son opposition au renouvellement de la DSP.

Les membres du Collectif de l'eau ont trinqué hier, à l'eau municipale évidemment, au retour en régie publique de la gestion de l'eau à Avignon. / PHOTO L.R.

> "Cécile Helle doit sortir du cadre avignonnais pour faire savoir le bénéfice pour les 17 communes."

Quant aux partisans de la confiance à Veolia, le président du Grand Avignon, Jean-Marc Roubaud, en tête, Marcelle Landau les défie de "*dire pourquoi*" ils font ce choix. "*Pour ne pas venir sur le terrain de l'argumentation, M. Roubaud se retranche derrière un cabinet d'études qui est un faux nez*, peste la présidente du Collectif de l'eau. *Il ne dit pas que la régie n'est pas bien, il dit que ce serait compliqué de la mettre en place... Mais comment ont-ils fait à Paris, à Nice, à Montpellier ?*"

Incitant Cécile Helle à "*sortir de son strict cadre avignonnais pour faire savoir le bénéfice plus large qu'aurait la régie pour les dix-sept communes de l'agglomération*", Marcelle Landau estime que rien n'est joué d'avance : "*Il pourrait suffire que deux maires basculent.*" Et qu'ils entraînent avec eux une majorité des 60 élus du conseil communautaire. "*Aujourd'hui, la régie publique est à notre portée*", veut croire Marcelle Landau.

Laurent RUGIERO